

225C1472

FR0004165801-FS0718-PA11-DER06

1<sup>er</sup> septembre 2025

**Déclarations de franchissements de seuils et déclaration d'intention (article L. 233-7 du code de commerce)**

**Publicité des clauses d'une convention conclue entre actionnaires (article L. 233-11 du code de commerce)**

**Déclaration d'action de concert (article L. 233-10 du code de commerce)**

**Information consécutive à une dérogation au dépôt obligatoire d'un projet d'offre publique  
(article 234-10 du règlement général)**

IL EST RAPPELE QUE LA PRESENTE DECLARATION EST ETABLIE SOUS LA RESPONSABILITE DU DECLARANT, LA PUBLICATION DE CET AVIS N'IMPLIQUANT PAS LA VERIFICATION PAR L'AMF DES INFORMATIONS COMMUNIQUEES.

**LES HOTELS DE PARIS**

(Euronext Paris)

1. Par courrier reçu le 5 août 2025, complété par des courriers reçus les 8, 21, 28 août 2025 et 1<sup>er</sup> septembre 2025, l'Autorité des marchés financiers a été destinataire des déclarations de franchissements de seuils suivantes, intervenus le 1<sup>er</sup> août 2025 :
  - la société Capinvest Services Limited<sup>1</sup> (85 Great Portland Street, Londres W1W 7LT, Royaume-Uni) a déclaré avoir franchi individuellement en baisse, par suite d'un apport d'actions LES HOTELS DE PARIS à la société Made Two, les seuils de 1/3, 30%, 25%, 20%, 15%, 10% et 5% du capital et des droits de vote de la société LES HOTELS DE PARIS et ne plus détenir aucune action de cette société ;
  - M. Patrick Machefert a déclaré avoir franchi individuellement en baisse, par suite d'un apport d'actions LES HOTELS DE PARIS à la société Made Two, les seuils de 20%, 15%, 10% et 5% du capital et 25%, 20%, 15%, 10% et 5% des droits de vote de la société LES HOTELS DE PARIS et ne plus détenir individuellement aucune action de cette société ;
  - la société anonyme Made Two<sup>2</sup> (296-298 route de Longwy, L-1940, Luxembourg) a déclaré avoir franchi individuellement en hausse, par suite d'un apport en nature d'actions LES HOTELS DE PARIS résultant de différentes opérations d'apports de titres par M. Patrick Machefert, Madame Christiane Derory la société Capinvest Services Limited<sup>1</sup>, la société CAPITAL HOSPITALITY et la société HOTEL PARTNER PARIS les seuils de 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 30%, 1/3 et 50% du capital et des droits de vote et 2/3 du capital de la société LES HOTELS DE PARIS et détenir, individuellement 5 196 965 actions LES HOTELS DE PARIS représentant autant de droits de vote, soit 70,35% du capital et 63,04% des droits de vote de cette société<sup>3</sup> ;

<sup>1</sup> Contrôlée par M. Patrick Machefert.

<sup>2</sup> Contrôlée par Made One, société contrôlée de concert par M. Patrick Machefert, Mme Christiane Derory et M. Kevin Machefert.

<sup>3</sup> Sur la base d'un capital composé de 7 386 981 actions représentant 8 243 581 droits de vote, en application du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 223-11 du règlement général.

- la société anonyme Made One<sup>4</sup> (296-298 route de Longwy, L-1940, Luxembourg) a déclaré avoir franchi indirectement en hausse, par suite de l'acquisition d'actions LES HOTELS DE PARIS par sa filiale Made Two, les seuils de 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 30%, 1/3 et 50% du capital et des droits de vote et 2/3 du capital de la société LES HOTELS DE PARIS, et détenir ainsi indirectement, par l'intermédiaire de Made Two, 5 196 965 actions LES HOTELS DE PARIS représentant autant de droits de vote, soit 70,35% du capital et 63,04% des droits de vote de cette société ; et,
- la société Bain Capital Credit Global ICAV (32, Molesworth Street, Dublin 2, Irlande) a déclaré avoir franchi en hausse, de concert avec M. Patrick Machefert, Mme Christiane Derory et M. Kevin Machefert, les seuils de 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 30%, 1/3, 50% et 2/3 du capital et des droits de vote de la société LES HOTELS DE PARIS et détenir de concert 5 588 430 actions LES HOTELS DE PARIS représentant autant de droits de vote, soit 75,65% du capital et 67,79% des droits de vote de cette société, selon la répartition suivante :

	Actions	% capital	Droits de vote	% droits de vote
Made Two <sup>2</sup>	5 196 965	70,35	5 196 965	63,04
Compagnie Financière du Phénix <sup>5</sup>	391 465	5,30	391 465	4,75
Bain Capital	0	-	0	-
Patrick Machefert	0	-	0	-
Christiane Derory	0	-	0	-
<b>Total concert</b>	<b>5 588 430</b>	<b>75,65</b>	<b>5 588 430</b>	<b>67,79</b>

Ces franchissements de seuils résultent d'opérations d'apports d'actions LES HOTELS DE PARIS ainsi que d'une mise en concert consécutive à l'entrée en vigueur d'un pacte d'actionnaires entre Bain Capital et les membres du sous-concert Machefert.

- Il est rappelé que les opérations d'apport et la mise en concert ayant donné lieu aux franchissements en hausse des seuils de 30% du capital et des droits de vote de la société LES HOTELS DE PARIS par Made Two, Made One et Bain Capital ont fait l'objet d'une décision de dérogation à l'obligation de déposer un projet d'offre publique, reproduite dans D&I 225C0861 mise en ligne sur le site de l'AMF le 26 mai 2025.
- Par les mêmes courriers, les déclarations d'intention suivantes ont été effectuées pour les sociétés Made Two, Made One et Bain Capital du fait du franchissement en hausse des seuils de 10% en capital et en droits de vote :

**« Sur les modes de financement de l'acquisition et ses modalités :**

L'acquisition ayant conduit au franchissement de seuils résulte exclusivement d'apports en nature de titres, réalisés par les membres du sous-concert Machefert au profit de Made Two. Elle n'a pas donné lieu directement à un recours à l'endettement mais s'est effectuée dans le cadre de l'émission d'obligations présentée à lors de la demande de dérogation à l'AMF.

**Sur le concert :**

Le franchissement de seuils résulte d'apports de titres réalisés par le sous-concert Machefert, sans qu'il y ait eu d'acquéreur distinct. À l'issue de ces opérations, Made Two détient les titres apportés et est contrôlée par le sous-concert Machefert, ainsi que le concert élargi incluant Bain Capital depuis la conclusion du pacte d'actionnaires du 1<sup>er</sup> août 2025 (entré en vigueur le 5 août 2025) au niveau de Made One.

**Sur les intentions d'arrêter ou de poursuivre les opérations :**

Cette opération s'inscrit dans le contexte de la restructuration et du refinancement de la Société, telle que présentée dans la documentation transmise à l'AMF. Aucun projet complémentaire d'acquisition ou de prise de contrôle n'est envisagé. Le sous-concert Machefert, ainsi que le concert élargi avec Bain Capital, n'envisage pas non plus de procéder à de nouvelles acquisitions d'actions de la Société au cours des six prochains mois.

**Sur l'intention d'acquiescer le contrôle de la société :**

Le contrôle exclusif de la Société reste exercé par le sous-concert Machefert, qui le détenait déjà avant l'opération. L'élargissement du concert à Bain n'emporte aucun transfert de contrôle et n'a pas pour effet de modifier ni la prédominance du sous-concert Machefert dans le concert élargi incluant Bain, ni la répartition du pouvoir de contrôle au sein de la Société.

<sup>4</sup> Société contrôlée de concert par M. Patrick Machefert, Mme. Christiane Derory et M. Kevin Machefert.

<sup>5</sup> Société contrôlée par M. Kevin Machefert.

### **Sur la stratégie vis-à-vis de la Société :**

Le concert élargi Machefert-Bain entend accompagner la Société dans la mise en œuvre du plan de continuation approuvé par le Tribunal des activités économiques de Paris en date du 11 juillet 2025 dans le contexte de la procédure de redressement judiciaire de celle-ci. La stratégie poursuivie vise à assurer le désintéressement des créanciers de la Société ainsi que le développement et la consolidation du groupe, notamment par le renforcement de sa structure financière et la poursuite de son plan d'investissement et de remembrement immobilier.

### **Sur les opérations envisagées pour mettre en œuvre la stratégie :**

- (a) Aucun projet de fusion, de réorganisation, de liquidation ou de transfert d'actifs substantiels n'est envisagé, en dehors de ceux prévus dans le plan de continuation approuvé par le Tribunal.
- (b) Aucun projet de modification de l'activité de la Société n'est envisagé.
- (c) Aucun projet de modification des statuts de la Société n'est envisagé.
- (d) Aucun projet de radiation des titres de la cote n'est envisagé.
- (e) Aucun projet d'émission de titres financiers n'est envisagé, en dehors :
  - de l'émission obligataire déjà réalisée dans le cadre du refinancement, et
  - de l'émission de bons de souscription d'actions (« BSA ») au profit de Bain par Made Two, tels que décrits dans le pacte d'actionnaires.

### **Sur les intentions quant aux accords et instruments mentionnés à l'article L. 233-9 :**

Le sous-concert Machefert ainsi que le conseil élargi incluant Bain sont partie au pacte d'actionnaires conclu le 1<sup>er</sup> août 2025 (entré en vigueur le 5 août 2025), prévoyant notamment :

- (a) l'octroi par le concert Machefert, Made One et Bain respectivement de promesses d'achat et de vente sur la « Golden Share »<sup>7</sup> (émise au profit de Bain par Made One), les bons de souscription d'actions (émis au profit de Bain par Made Two) (les « BSA ») ou les titres de Made Two détenus par Bain le cas échéant (en cas d'exercice des BSA, soit 13,5% du capital de Made Two) – ces promesses ayant vocation à être exécutées à l'issue du remboursement des obligations émises dans le cadre du refinancement ;
- (b) les droits attachés à la Golden Share (limités car ayant pour seul objet de protéger les droits financiers de Bain et, par conséquent, n'affectant pas le contrôle de la Société étant précisé qu'ils ne peuvent s'analyser en des droits de veto) ; et
- (c) l'octroi d'un siège en tant qu'observateur au conseil d'administration de la Société au profit de Bain (ne disposant pas de voix délibérative).

Les intentions des déclarants sont de respecter strictement ces accords, sans conclure de nouveaux accords ou instruments de même nature.

### **Sur des éventuels accords de cession temporaire concernant les actions ou droit de vote de la Société :**

Aucun accord de cession temporaire d'actions ou de droits de vote n'est envisagé.

### **Sur la nomination d'administrateurs :**

Le pacte prévoit la désignation d'un représentant de Bain comme observateur sans voix délibérative. Aucune autre nomination supplémentaire n'est prévue. »

4. Par ailleurs, l'Autorité des marchés financiers a été informée qu'un accord, constitutif d'une action de concert, a été conclu le 1<sup>er</sup> août (et entré en vigueur le 5 août) entre certains actionnaires (directs ou indirects)<sup>6</sup> de la société LES HOTELS DE PARIS au niveau de la société Made One.

Les principales stipulations de cet accord sont résumées ci-après :

### **Transfert de titres et gouvernance :**

Le pacte ne contient pas de stipulations relatives au transfert d'actions de la Société entrant dans le champ d'application de l'article L. 233-11 du code de commerce.

Cependant, le pacte concertant prévoit :

- (a) l'octroi par le sous-concert Machefert, Made One et Bain respectivement de promesses d'achat et de vente sur la Golden Share (émise au profit de Bain par Made One)<sup>7</sup>, les BSA (émis au profit de Bain par Made Two) ou les titres de Made Two détenus par Bain le cas échéant (en cas d'exercice des BSA, soit 13,5% du capital de Made

---

<sup>6</sup> M. Patrick Machefert, Mme Christiane Derory, M. Kevin Machefert, Capinvest services limited, Kapital Hospitality, Hôtels Partners Paris, Bain Capital Crédit, Made One SA et Made Two SA.

<sup>7</sup> Il est rappelé que la Golden Share permettra à Bain Credit L.P de bénéficier (i) en temps normal, du droit d'exercer un droit de veto sur les décisions concernant toute modification des statuts de MadeOne qui affecterait négativement la capacité du détenteur de la Golden Share à exercer (a) ses droits de vote ou (b) tout autre droit attaché à la Golden Share en cas de défaut et (ii) en cas de survenance d'un cas de défaut, de multiples droits permettant de prendre le contrôle des organes de la double LuxCo, et ainsi le contrôle de la société (cf. D&I 225C0861 du 26 mai 2025).

Two) – ces promesses ayant vocation à être exécutées à l’issue du remboursement des obligations émises dans le cadre du refinancement ;

- (b) les droits attachés à la Golden Share (limités car ayant pour seul objet de protéger les droits financiers de Bain et, par conséquent, n’affectant pas le contrôle de la Société étant précisé qu’ils ne peuvent s’analyser en des droits de véto) ; et
- (c) l’octroi d’un siège en tant qu’observateur au conseil d’administration de la Société au profit de Bain (ne disposant pas de voix délibérative).

**Durée :**

Le pacte est en vigueur pour une durée initiale courant jusqu’au plus proche des événements suivants : (a) le remboursement total des obligations émises dans le cadre du refinancement ou (b) l’écoulement d’une durée de 10 ans à compter de son entrée en vigueur.

---